**CODE CLIENT :**

**(Vous trouverez ce code sur votre facture, dans « mes références »)**

# MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

**Référence unique du mandat :**

**Type de contrat** : **REDEVANCE ORDURES MENAGERES**

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez le SMICTOM Centre-Ouest à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du SMICTOM Centre-Ouest.
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :
- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA

**FR05ZZZ865DF3**

| DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A | DESIGNATION DU CREANCIER |
|---|---|
| Nom, prénom :<br><br>Adresse :<br><br>Code postal :<br>Ville :<br>Pays : FRANCE | Nom :<br>**SMICTOM Centre-Ouest**<br><br>Adresse : 5 ter rue de Gaël<br><br>Code postal : 35290<br>Ville : SAINT MEEN LE GRAND<br>Pays : FRANCE |

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)

IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

**Type de paiement** : Prélèvement / 3 échéances – **A partir de 2025**

Signé à :

**Le** (JJ/MM/AAAA) :

**Signature** :

**JOINDRE UN RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE RECENT** (au format IBAN BIC)

**Rappel :**

*En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par le SMICTOM Centre-Ouest. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec le SMICTOM Centre-Ouest.*

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au Règlement Général de Protection des Données.